

# GABRIEL ATTAL CHEF DE GOUVERNEMENT : LE LOBBY HOMOSEXUEL PREND LE POUVOIR EN FRANCE : Le regard de l'Afrique sur un Premier Ministre gay

• 4 JOURS AGO



**Le jeune Gabriel Attal vient d'être nommé Premier ministre de France à l'âge de 34 ans. Le nouveau Chef du Gouvernement français est l'une des rares autorités de ce pays à avoir reconnu publiquement son homosexualité. Comment les Africains dans leur écrasante majorité homophobes, apprécieront la nomination du Premier ministre homosexuel ?**

Lorsqu'en France, l'accent est mis sur la jeunesse du nouveau Premier Ministre et sur certains caciques du régime qui se seraient opposés à sa nomination, en Afrique, c'est un autre regard que les Africains ont de Monsieur Gabriel Attal homosexuel assumé.

En Afrique, l'homosexuel est très mal vu. D'ailleurs, plusieurs pays ont refusé de dépenaliser le délit de l'acte contre nature malgré la pression des ONG et des lobbies. Le Sénégal en est un exemple confirmé. L'ancien président américain Barack Obama avait attendu le refus catégorique, du président sénégalais de dépenaliser ce délit.

En Afrique, les homosexuels se cachent parce qu'ils sont rejetés par la société. Ils sont mal vus. Et ils sont souvent victimes de violences physiques. D'ailleurs, des archevêques africains avaient unanimement rejeté la bénédiction des couples homosexuels en Afrique à la suite de la sortie du Pape sur la question. Donc dans le

continent, les élites politiques, religieuses et coutumières bannissent l'homosexualité sous toutes ses formes.

Alors, il est évident que les prochaines visites de Gabriel Attal en Afrique susciteront de vives polémiques. Certains Chefs d'Etat et de Gouvernement éviteront de l'accueillir de peur de subir les critiques de leur opinion publique locale. Les autorités politiques africaines qui accepteront de recevoir en visite officielle Monsieur Attal pourraient être accusées d'être des promoteurs des LGBT ou d'être homosexuels tout simplement. Car l'opinion publique africaine est très souvent frivole et téméraire. Voilà pourquoi, la nomination de Attal à la tête du Gouvernement pourrait provoquer un coup de froid dans les relations franco africaines, s'il était mis en avant. Les Africains sont systématiquement réfractaires à l'homosexualité.

D'ailleurs, dans son rapport numéro 1841 intitulé : «*Relations entre la France et l'Afrique* » réalisé par la commission des affaires étrangères (M. Bruno Fuchs et Mme Michèle Tabarot), des mots importants ont été prononcés sur la question des LGBT en Afrique, et son impact négatif dans les relations entre la France et l'Afrique.

La commission des Affaires étrangères avait pourtant bien cerné la question. Le rapport a fait remarquer que, «*la France multiplie les initiatives qui peuvent être interprétées, aujourd'hui encore, comme une tentative de prolonger son emprise sur l'Afrique, en faisant la promotion de la démocratie tout en défendant ouvertement des régimes équivoques ou encore en cherchant à exporter ses standards, son modèle de société et ses valeurs* ». Comme exemple, le rapport a rappelé que «*récemment, l'ambassadeur français en charge de la défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) n'a fait que renforcer ce sentiment. Sa visite prévue au Cameroun du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour discuter de la situation des personnes LGBT dans ce pays où l'homosexualité est criminalisée a dû être annulée après que l'ambassadeur a été déclaré persona non grata, le gouvernement camerounais y voyant une initiative peu respectueuse des lois et des valeurs locales et lui refusant finalement la délivrance d'un visa* ». Qu'en sera-t-il lorsque le Premier Ministre homosexuel décidera de se rendre dans ce pays ? Gabriel Attal aura-t-il le privilège d'être reçu avec tous les honneurs dans un palais africain où l'homosexualité est criminalisée ? Ne soyez pas surpris que de jeunes africains lancent des pétitions pour déclarer Attal persona non grata en Afrique. La résistance féroce de l'opinion publique africaine face à ce sujet, est sans commune mesure. Même les acteurs politiques évitent d'aborder ce sujet en public, sauf pour le dénoncer.

Selon toujours, le rapport de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, «*la question de l'orientation sexuelle est à l'origine d'une autre incompréhension* » entre la France et les pays africains. Le rapport a rappelé que «*l'homosexualité est interdite dans de nombreux pays du continent et passible de lourdes sanctions pénales ; au Soudan, en Somalie ou en Mauritanie, la peine de mort peut être requise pour homosexualité ; en Tanzanie, elle est passible d'une peine de prison de trente ans ; au Tchad, d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans* ».

Par ailleurs, le document des députés français a ajouté que «*dans la plupart des pays où l'homosexualité n'est pas explicitement criminalisée, la discrimination, la violence et*

*la stigmatisation à l'encontre des personnes homosexuelles sont courantes ». D'ailleurs, «récemment, le corps d'un jeune homme, suspecté d'avoir une sexualité criminalisée au Sénégal, a été déterré et publiquement brûlé ». Ces actes monstrueux révèlent le niveau de rejet des hommes et des femmes qui assument publiquement leur homosexualité.*

*«Les homologues diplomatiques du continent critiquent l'approche française de promotion des droits des personnes LGBTQ+, jugée intrusive et parfois contre-productive » a indiqué le rapport. Revenant sur l'incident au Cameroun, les auteurs du rapport ont souligné que «la tenue de cette conférence dans un pays où l'homosexualité est passible de six ans d'emprisonnement a été considérée, dans toute l'Afrique, comme une provocation ».*

Les députés ont d'ailleurs précisé *«qu'il ne s'agit nullement d'accepter cette situation ni de renier nos valeurs, bien au contraire », mais il faut plutôt, «adapter nos pratiques et nos discours aux contextes locaux pour les rendre audibles et acceptables par les populations locales, afin de ne pas agir, à l'étranger, comme si nous étions en France ».*

*«Il faut ainsi reconnaître que le mode opératoire diplomatique de la France n'est pas efficace. En Angola, une tribune engagée, publiée par un diplomate étranger sur ce sujet, a conduit à des arrestations dans la communauté LGBTQ+, démontrant que l'ingérence n'était pas de mise dans ce pays. C'est là une réalité qu'il faut pleinement prendre en compte »* rappellent les auteurs du rapport parlementaire.

Il faut reconnaître que, face à cette tendance forte des autorités françaises à promouvoir des valeurs occidentales vues, comme des contrevaleurs en Afrique, la normalisation des relations entre la France et certains pays africains, n'est pas pour demain. Attendons de voir la première visite de Gabriel Attal en Afrique...

**Modou FALL**